

Strasbourg le 3 novembre 2020

Communiqué de presse

Les centres de santé infirmiers, condamnés à disparaître s'ils ne sont pas reconnus par le Ségur de la Santé

Les centres de santé infirmiers, structures non lucratives, apportent des soins à domicile, portent des actions de prévention et forment les étudiants infirmiers grâce à leurs infirmiers salariés. Ils assurent la coordination des soins avec l'hôpital et l'hospitalisation à domicile. Ils sont présents auprès de personnes en précarité.

Au même titre que leurs collègues en milieu hospitalier et en EHPAD, ils sont, depuis le début de la crise sanitaire, en première ligne pour prendre en charge les patients atteints de la COVID. Durant cette deuxième vague ils sont encore plus sollicités par les personnes infectées à domicile, en premier recours, et en dernier recours après le retour d'hospitalisation. Ils exposent leur propre santé au bénéfice des patients à domicile et nombre d'entre eux sont malades aujourd'hui.

Les infirmiers de ces centres ont été exclus des primes COVID du gouvernement et du périmètre du Ségur de la Santé ce qui met directement en péril les centres de santé infirmiers qui ne peuvent plus recruter d'infirmiers.

A titre d'exemple, sur le territoire alsacien, 45 centres de santé infirmiers prennent en charge 22 000 patients, et représentent ainsi 25% de l'offre en soins infirmiers.

Il est aujourd'hui urgent que ces professionnels soient reconnus et que cesse la discrimination salariale dont sont victimes les soignants des centres de santé infirmiers.

Si le Gouvernement et l'Assurance Maladie ne reconnaissent pas le travail de ces professionnels, au même titre que celui des professionnels embauchés par les autres structures, c'est toute l'offre de soins de proximité qui sera déséquilibrée au détriment des patients les plus précaires et des situations de retour à domicile complexes.

L'hémorragie a commencé : ce 4 novembre 2020 à Witting, en Moselle, le centre de santé est obligé de fermer à cause du départ des infirmiers et laisse 240 patients sans soins.

Contact : Daniel SPECKEL, Président de la Fédération de l'Entraide Protestante Grand Est, dspeckel@diaconesses.fr

